

Bureau du 26 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-six avril à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Absents/excusés :

ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Mme Marie-Pierre BERTHIER

Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués

Date de convocation : 19 avril 2023

Délibération affichée le :

Point n°3 – Avenant n°1 au marché public 2021-019 « Elaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique » (fiche action B1-7 du contrat de rivières)

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels ont été inscrites, par transfert, pour le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, les compétences, basées sur l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, d'animation, y compris pédagogique, et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 11 juillet 2019, approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels, il a été précisé que le syndicat est habilité à exercer par délégation la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, habilitant le SIAC à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations, dont la finalité concourt à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visant les items 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant les trois conventions à intervenir avec Thonon Agglomération, la Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance et la

Communauté de Communes du Haut-Chablais, déléguant la compétence intercommunalités membres du syndicat,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JANV20 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action B1-7 « Restauration et entretien des boisements de berges » du volet B1 du contrat de rivières,

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée que le marché public 2021-019 relatif à l'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire du bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique a été notifié le 25 mai 2022 pour une durée d'exécution de 13 mois.

Ce marché public comprend les prestations suivantes :

- Phase 1 : Mise à jour de l'état des lieux et actualisation du diagnostic,
- Phase 2 : Définition des objectifs de gestion et priorités d'intervention
- Phase 3 : Elaboration d'un programme de travaux et des outils opérationnels de gestion
- Phase 4 : Constitution et suivi des dossiers réglementaires du plan pluriannuel de gestion

Les trois premières phases ont été réalisées et la quatrième phase est en cours de réalisation (rédaction du dossier de déclaration d'intérêt général). L'élaboration du plan pluriannuel de gestion de la végétation rivulaire a nécessité des temps de concertation et de retour des partenaires locaux sur les différentes phases plus longs que prévus afin de bien prendre en compte les attentes des acteurs du bassin versant.

Ainsi, il est finalement prévu de déposer le dossier réglementaire pour instruction par les services de l'Etat en mai 2023. Le délai d'instruction, comprenant notamment une enquête publique, nécessitera plusieurs mois avant approbation.

Compte tenu de l'avancement actuel des prestations et du délai d'instruction des procédures réglementaires (DIG et enquête publique), il apparaît indispensable de prolonger le délai d'exécution du marché 2021-019 de 6 mois.

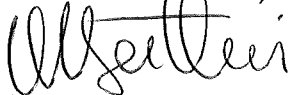
Cette prolongation du délai permettra de bénéficier des services du bureau d'études en charge de la mission durant toute la durée de l'instruction afin d'apporter les réponses et les éventuels compléments au service instructeur.

Il est proposé aux membres du Bureau d'approuver la prolongation du délai d'exécution du marché 2021-019 de 6 mois, soit jusqu'au 25 décembre 2023 afin de pouvoir suivre l'instruction du dossier jusqu'à approbation.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 au marché 2021-019 confié au titulaire mandataire du marché ECOTEC Environnement SA ;
- **AUTORISE** Mme la Présidente à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa notification et sa mise en œuvre.

Le secrétaire de séance,



Marie-Pierre BERTHIER



La Présidente,
Signé par : Géraldine
PFLUGGER
Députée
Qualité : Présidente

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.